

Conférence de presse du Modép à Port-Gentil

Le Modép appelle l'opposition à négocier le dialogue avec le pouvoir

RAD
Port-Gentil/Gabon

Selon Flavien Franck Rebela Rogombe, secrétaire général exécutif de ce mouvement en voie de légalisation et se réclamant de l'opposition gabonaise, il est une évidence : «La majorité est au pouvoir et toute négociation ne peut se faire que par sa volonté, à défaut d'une révolution».

LE secrétaire général exécutif du Modép, Flavien Franck Rebela Rogombe, entouré de quelques hiérarchiques dudit mouvement politique proche de l'opposition, a animé récemment, au siège de ladite structure à Port-Gentil, une conférence de presse. Une initiative qu'il a inscrite dans le registre des activités ordinaires du Modép ; mais tout en mentionnant qu'elle répond aussi à un souci d'informer et former les populations. «Notre devoir d'information est d'autant plus réel que le Modép s'est inscrit depuis sa création, le 8 juin



Photo : RAD

L'assistance lors de la conférence de presse du Modép.

2012, dans une logique de responsabilité sociétale, marquée par sa volonté de cultiver dans notre pays, l'instauration d'un climat politique de concorde nationale entre filles et fils du Gabon, et ceci, bien au-delà des divergences idéologiques», a souligné le conférencier. Il a rappelé l'ancrage du Modép au sein de l'opposition, tout en se réclamant idéologiquement du centre gauche. «Le Modép est membre de l'Union des forces du changement (UFC)

et n'appartient ni au gouvernement, ni à la majorité républicaine pour l'émergence et n'est signataire d'aucun accord ou pacte avec le pouvoir en place», a poursuivi l'ancien sénateur du troisième arrondissement de la commune de Port-Gentil. La suggestion du Modép pour un report de deux ans du scrutin présidentiel, on le sait, avait suscité plusieurs réactions. Flavien Franck Rebela Rogombe a saisi l'occasion pour apporter plus d'éclairage à cette

idée. Au regard de la tension sociale persistante, le Modép propose, dans l'intervalle, «la mise en place d'un gouvernement hétérogène dont les membres ne seront pas rémunérés comme en temps ordinaire, et dont la mission est d'œuvrer en 24 mois aux réformes consensuelles qui permettront à notre pays de devenir une nation véritablement stable, travailleuse et démocratique». Aussi le mouvement de Guy Réténo Ndiaye appelle-t-il l'opposition à «négocier la



Photo : RAD

Flavien Franck Rebela, le conférencier du Modép lors d'une récente sortie à Port-Gentil.

négociation» avec le pouvoir. Une façon de conseiller à négocier "le dialogue inclusif et sans tabou" que les leaders de ce camp politique appellent de tous leurs vœux. Car, selon lui, il est une évidence : «La majorité est au pouvoir et toute négociation ne peut se faire que par sa volonté, à défaut d'une révolution». Ceux qui nourrissent l'envie de savoir si le Modép aura un candidat à la Présidentielle de 2016 ou le candidat qu'il pourrait soutenir, devraient atten-

dre la tenue des assises de sa Convention nationale qui se prononcera sur la question. L'orateur s'est borné à dire, au sujet du soutien à un candidat: «en raison de sa philosophie, le Modép a toujours dit et réaffirmé ne pas fermer la porte à un camp pourvu que ce dernier lui démontre sa volonté d'œuvrer pour l'instauration et la consolidation de notre nation pour, in fine, faire du Gabon un pays démocratique au sens noble du terme». Voilà qui est dit.

Tribune des Partis politiques

PDG-UN-PSD : la bataille des Partielles à venir

C'EST désormais un secret de Polichinelle : la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap) a rendu publics les noms de ceux qui, le 8 août prochain, seront de la course pour les Partielles à Bitam (députation) et à Lebamba et dans le Haut-Como (Sénatoriales). Pour mémoire, à Bitam, il sera question de pourvoir le siège de député laissé vacant par René Ndemezo'Obiang qui a démissionné du Parti démocratique gabonais (PDG) dont il était l'une des éminences grises. A Lebamba et dans le Haut-Como à Medouneu, le scrutin à minima concerne deux sièges de sénateurs encore inoccupés. Qui restent à combler au palais Omar Bongo Ondimba. La Cour constitutionnelle Y avait annulé les résultats des Sénatoriales du 13 décembre 2014. Pour violation de certaines dispositions de la loi électorale. Dans le chef-lieu de la Louétsi-Wano, les procurations délivrées à certains conseillers municipaux n'avaient pas été établies dans les règles de l'art. Foulant ainsi aux pieds les dispositions combinées des articles 2 et 94 de la loi 7/96 du 12 mars 1996 modifiée, qui édictent que "l'élection est le choix librement consenti par le peuple en vue de désigner les citoyens appelés à la

conduite et à la gestion des affaires publiques de la nation ou des collectivités locales selon les principes de la démocratie pluraliste". Autrement dit, que "le choix de l'électeur est libre et que nul ne peut être influencé dans son vote par contrainte". A Medouneu, l'invalidation des résultats issus des Sénatoriales résulte de la requête introduite par le candidat malheureux du PDG, par ailleurs sénateur sortant, qui contestait l'élection de l'indépendant Gilbert Ndong Nkoghé. Soutenant, preuves à l'appui, que son ancien suppléant, M. André Mvone Bekale représentait son adversaire dans un bureau de vote alors même qu'il n'avait pas encore démissionné officiellement des rangs du PDG. Après ce rappel des faits, faisons place maintenant à l'analyse des forces en présence. Commençons par le chef-lieu du Ntem. A Bitam, le combat entre les candidats PDG, le ministre Pastor Ngoua N'Neme et son frère rival politique de l'Union nationale (UN) Patrick Karim Eyogo-Edzang, s'annonce épique. Dans ce siège, reconnu frondeur, rien n'est encore acquis pour l'un ou l'autre candidat. Plusieurs raisons confortent ce raisonnement. Depuis la démission de René Ndemezo'Obiang des rangs du PDG, ce

camp politique est quelque peu à la recherche de son identité. Au fil des années, l'ancien apparatchik avait su s'imposer, devenant même le mentor qui savait guider et drainer les troupes pédégistes dans ce landernau. En optant aussi pour la candidature du ministre Ngoua N'Neme, là où d'autres cadres et cadors comme Pascal Boileau et bien d'autres aux dents bien aiguisées auraient aimé être de la course, n'apaise pas totalement une tension déjà perceptible en amont, que l'instance dirigeante du parti cherche à canaliser sinon à circonscrire, pour mieux se préparer à vaincre. Mais cet état de fait est tout aussi palpable au sein de l'Union nationale. Nombre de ses militants locaux auraient un peu de mal à regarder dans la même direction, davantage depuis que la hiérarchie a porté son choix sur Patrick Eyogo plutôt que sur Jean Michel Edou Sima, que d'aucuns prenaient pour le "candidat naturel" du fait que la liste indépendante, qu'il avait conduite aux dernières Locales, obtenant 16 conseillers sur les 33 qui constituent le collège électoral de la commune de Bitam. Les 17 autres revenant au parti au pouvoir. D'où le caractère serré du scrutin dans ce siège de député à pourvoir. A Lebamba, les choses s'annoncent plus

compliquées pour le candidat du Parti social démocrate (PSD) Vincent Moulengui Boukossou qui, avec seulement 2 conseillers à son tableau de chasse, avait réussi un hold-up des plus spectaculaires en faisant tomber, les armes à la main, grâce au concours malveillant de certains élus pédégistes, le général Flavien Nzengui Nzoundou qui avait pourtant la majorité presque...absolue des conseillers. Les mises en garde de la hiérarchie et les autres conseils à l'apaisement entre le camp de l'ancien ministre des Travaux publics et celui du député Hilaire Machima, pourraient cette fois-ci changer la donne et assurer la victoire au PDG. Dans le Haut-Como, avec seulement 7 conseillers dans son escarcelle sur 17, le PDG aura nécessairement besoin des 4 conseillers du RPG pour se mettre à l'abri de toute mauvaise surprise. Le revers du précédent scrutin est encore vivace. Et pour cause, avec seulement 6 conseillers, le candidat indépendant avait été élu, contre toute attente. Mais rien n'est encore joué. Puisque la politique c'est l'art du possible. Et rien n'est exclu dans cette bataille des Partielles qui s'annonce.

Par Christian G. KOUIGA

Sous le parrainage du Ministère de l'Economie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective

"Assurance Décès"
Souscription, Gestion et Aspects Marketing

Du 8 au 10 Juillet 2015
Park Inn by Radisson Hotel
Libreville - Gabon

Le séminaire de formation SCG-Ré / Ghana Re est une opportunité unique d'échanges entre Professionnels de l'Assurance et de la Réassurance, avec la participation des régulateurs, des banquiers et des clients.

Ce séminaire permettra d'apporter aux cédantes une assistance technique et commerciale de qualité, par le renforcement des capacités et des ressources humaines, en vue du développement de l'Assurance Vie en Afrique.

SCG-Ré Ghana Re